ont-elles répondu majoritairement dans leurs rapports d'ateliers. «On est tannées des superstructures, des rôles de superwomen, de la centralisation du pouvoir, de la hiérarchie, des longues procédures.» À changer, au complet: la forme de l'assemblée générale, sa rigidité, les sujets «plates», les formulations techniques, l'intolérance, l'absence de liberté d'expression, les heures et les lieux inaccessibles,... «Il faut en finir avec les affrontements, les rapports de force (...) et en venir à la recherche réelle de solutions, à l'écoute des membres à la base.

Une certaine transparence

Elles veulent aussi «conserver et continuer de développer les comités de condition féminine, tous les regroupements de femmes qui permettent la solidarité, sans perdre de vue les non-militantes, le syndicalisme comme principe d'organisation, la CSN comme lieu de rencontre et de débats, comme potentiel de changement social (...) Conserver également le paiement des frais de garde, les sessions de formation, les contacts avec les autres femmes, et ... «nos jobs».

Des contacts vrais, une certaine «transparence» dans les échanges– «On n'en veut plus des combats de coqs!» a rapporté l'un des ateliers – des points de vue différents s'exprimant sans polarisation, l'importance mise sur les débats de fond et les préoccupations de la base, des rires, de l'émotion, de l'espoir, des critiques et des désenchantements, de la détermination... en mettant l'accent sur la tolérance. Abolir les étiquettes, le manque de confiance des femmes en elles-mêmes, ont recommandé des participantes.

Quant aux organisatrices de la journée, le Comité de condition féminine national, elles veulent à présent élargir le débat, en le renvoyant à l'ensemble des comités de condition féminine et des exécutifs locaux et à l'occasion de la Journée internationale des femmes.

«La journée du 28 janvier a-t-elle été organisée pour mettre les femmes ensemble afin de sauver le syndicalisme, sauver la CSN?» a osé soulever en plénière l'un des ateliers. Et, deuxième interrogation dite sacrilège: «S'est-on posé la question: est-ce qu'on continue dans les syndicats?» À ces interpellations, pas de réponses toutes faites, mais une approche proposée: «Apprenons à exprimer nos divergences, cessons d'arborer les masques de l'unité, et découvrons-nous libres d'avoir des doutes. Arrêtons de défendre des principes syndicaux dont on ne sait plus ce qu'ils signifient (...) S'organiser pour être autonomes, solidaires non seulement entre nous, mais avec les groupes autonomes de femmes dont on ne parle jamais. Arrêter d'avoir peur d'être étiquetées féministes, dire OUI et en être fières!»

. MARIE LECLERC

Harcèlement sexuel

BAS LES PATTES, DOCTEUR!

Il y a le charmant chirurgien qui y va de quelques commentaires paillards sur l'anatomie de la patiente qu'il est en train de charcuter, et qui en profite pour glisser des remarques sur les formes de l'infirmière-instrumentiste. Il y a le patient qui frôle «accidentellement» (cinq fois par jour) les seins de l'infirmière qui le soigne, et l'autre qui ne se gêne pas pour inviter «son» infirmière à jouer les masseuses d'établissement spécialisé.

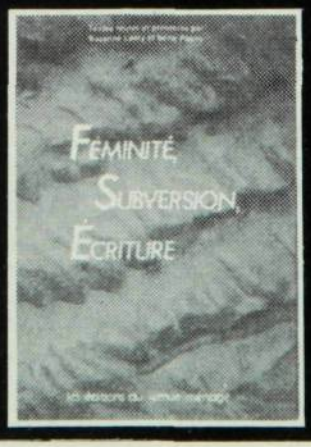
Il y a encore ce petit vieux qui n'en finissait pas de harceler toutes les travailleuses à sa portée: préposées à l'entretien ménager, auxiliaires, techniciennes de laboratoire, médecins, infirmières. Elles s'en plaignaient mais on leur répondait invariablement que le bonhomme était trop «magané» pour poser des gestes pareils. Jusqu'au jour où on l'a retrouvé en train de besogner une patiente de la chambre voisine.[1] Il y a finalement l'immanquable collè-

La Journée internationale des femmes

Renée Côté

Aussi précis qu'un livre d'histoire, aussi passionnant qu'un roman policier et pourtant profondément politique, *La Journée internationale des femmes* dépasse largement la rectification historique. Il nous ouvre la porte du monde secret et passionnant des féministes socialistes du début du siècle et de leurs luttes acharnées pour l'autonomie et la liberté.

240 pages, illustré. Prix en librairie: 20,95$



Féminité, subversion, écriture

Textes rassemblés et présentés par Suzanne Lamy et Irène Pagès

À la lumière d'études féministes actuelles, ce livre permet d'aborder des théories variées pour analyser les écritures au féminin.

288 pages. Prix en librairie: 16,95$

les éditions du remue-ménage

4800 Henri-Julien, Mtl. H2T 2E1 (514) 845-7850

gue de travail qui profite de vos mains chargées du plateau de médicaments pour vous flatter les fesses. Oh! en toute amitié, bien sûr, et qui s'étonne même qu'on puisse s'en offusquer. Tout le monde sait – sauf pas mal de femmes, semble-t-il – qu'il est extrêmement flatteur pour une femme qu'un homme daigne ainsi rendre hommage à son physique.

Tout ce beau monde contribue à faire du harcèlement sexuel une condition de travail «habituelle» pour les travailleuses d'hôpitaux. Jusqu'à tout récemment, on en parlait entre bonnes copines, mais pas à haute voix. Peur du ridicule? Crainte de passer pour des saintes nitouches? Ou, au contraire, pour des provocantes qui s'attirent ce qu'elles ont mérité? Pas toujours clair.

Trop de mains baladeuses

Des chiffres tout récents viennent attester, noir sur blanc, l'omniprésence du harcèlement sexuel en milieu hospitalier. Selon une enquête menée au printemps 1983 par la Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec (FSPIIQ) auprès de 239 infirmières de tous les coins du Québec, 31,4% des répondantes ont déjà vu un médecin les déshabiller des yeux; près du tiers des infirmières interrogées ont déjà été l'objet de blagues ou d'insinuations à caractère sexuel; et 6,3% des répondantes ont subi des attouchements sexuels, toujours de la part de médecins.

Mais les médecins n'ont pas l'exclusivité des pratiques vaguement dégueulasses, ambiguës ou carrément cochonnes. D'autres travailleurs du milieu hospitalier, des employeurs et des patients s'y adonnent également: déshabillage des yeux, 29,2%; blagues, taquineries, insinuations sexuelles, 34,4%; attouchements ou frôlements sexuels, 12,4%.

À la longue, ça en fait des mains baladeuses, des murmures obscènes, des propositions crues. Et c'est pire dans certains départements: en salle d'opération, avec les propos salaces et les gestes déplacés des médecins, et en psychiatrie où les travailleuses sont plutôt harcelées par les collègues et les patients.

Pour Madeleine Harvey, du comité de condition féminine de la Fédération québécoise des infirmières et infirmiers (FQII), le harcèlement sexuel accroît encore le stress subi par les infirmières: «Avec les coupures de postes dans les hôpitaux, les infirmières ont vu leur tâche augmenter considérablement. Elles sont plus fatiguées, plus tendues, leurs rapports avec leurs collègues deviennent plus difficiles. Alors, si on ajoute le harcèlement sexuel!... Nous avons pourtant droit en tant qu'individues à une qualité de vie au travail!»

Un débat public

Peut-on parler de conditions vivables pour les travailleuses d'hôpitaux quand elles redoutent constamment de se retrouver seules avec tel médecin – difficile de dénoncer les attitudes de celui qui détient le pouvoir! – tel patient ou tel collègue, et qu'elles assument isolément cette peur. Il y a bien sûr des recours très officiels. Les clauses du décret qui proscrivent le harcèlement sexuel, par exemple. Mais comment les faire appliquer adéquatement quand le représentant du département est un gars qui trouve ça «ben correct» (flatteur?) qu'une femme soit harcelée? Ou quand le harceleur est un collègue de travail membre du même syndicat? Petit problème.

«Le syndicat doit convenir que certains comportements de ses membres à l'égard des femmes ne sont pas acceptables, et ceci implique que le syndicat fixe certaines règles relativement au harcèlement sexuel», disait le 4e rapport du comité de condition féminine de la CSN.

Mais de telles règles ne seront établies que si les organisations syndicales encouragent la réflexion de leurs membres. À la CSN, où le processus est enclenché, on offrait l'automne dernier une session de sensibilisation à une vingtaine de syndiquées de toutes les régions.

«Il s'agissait pour nous d'un test, explique Danielle Hébert, présidente du comité de condition féminine de la CSN. Les filles étaient là pour tenter de définir le problème, pour analyser les conséquences du harcèlement sur le groupe et sur l'individue et pour envisager des solutions. Nous prévoyons au moins une autre session avant l'été, réservée exclusivement

Femmes palestiniennes

UNE GUERRE TOUS LES CINQ ANS?

Ancienne infirmière, professeure de sociologie et militante féministe, Jocelyne Talbot est depuis un an au service du Croissant-Rouge palestinien au Caire. Ses tâches vont de l'administration aux accouchements, en passant par la création d'une petite école infirmière et la démolition de murs. Et elle aime ça, au point de vouloir rester là-bas. «Il y a une richesse humaine, culturelle et politique que nous n'avons pas ici», dira-t-elle. Pourtant, là-bas c'est la guerre, une guerre qui s'éternise...

«Je suis allée au Moyen-Orient pour la première fois en 1981. C'était à Beyrouth après les bombardements israéliens. Je faisais partie de la Délégation québécoise pour la libération du peuple palestinien et «on allait voir»... Je me suis vite rendu compte de mon ignorance non seulement de la conjoncture politique mais aussi de ce que vivent les gens là-bas, surtout les femmes. J'ai rencontré des femmes qui n'étaient pas du tout «misérables» comme je le pensais et beaucoup plus articulées que nous le sommes ici.

Bien sûr, il y a bien des choses qui se ressemblent. Comme nous, les Palestiniennes occupent le plus souvent des postes secondaires, sont souvent moins éduquées que les hommes, sont de plus en plus pauvres en vieillissant et à peu près absentes au gouvernement. Les quatre ou cinq femmes qui s'y trouvent ne représentent pas les intérêts des femmes. Mais il y a aussi des différences.

La différence essentielle c'est la situation politique. Il faut comprendre que le peuple palestinien est un peuple qui souffre depuis 48, un peuple en perpétuel exil, ce que les médias occultent systématiquement. L'invasion israélienne a démontré à quel point c'est un peuple maudit, chassé partout où il passe et qui pourtant perdure. À l'heure qu'il est, il y a toute une génération de Palestiniens à Beyrouth qui ne compte que des handicapés. Malgré tout ça, c'est un peuple très humanitaire, chaleureux, avec un goût de vivre peu commun. Alors il ne faut pas se surprendre s'il n'y a en fait, qu'une revendication palestinienne pour l'instant: «être reconnu comme peuple», avec ce que cela implique comme institutions dont un gouvernement.

Un peuple de réfugié-e-s

96% des Palestinien-ne-s appuient et reconnaissent l'OLP[2] comme leur représentant. Alors comment se fait-il que lorsqu'il s'agit de s'asseoir pour discuter du sort des Palestinien-ne-s, on ne permette pas que l'OLP soit de la partie? C'est ça négocier? Et si on me demande ce que je pense d'Israël, je peux simplement dire que je ne comprends pas qu'un peuple, maudit lui aussi, reproduise (par l'intermédiaire de son gouvernement) un géno-

cide. Et puis, Juifs, Chrétiens et Musulmans ont jadis vécu en harmonie en Palestine. Mais il faut faire la différence entre le peuple israélien et son gouvernement. Il existe, à l'heure actuelle en Israël, tout un mouvement qui compte énormément de femmes (voir LVR, sept-oct 82, «Les cavalières de l'anti-apocalypse»), et qui s'élève contre les politiques militaires du gouvernement israélien.

Les Palestinien-ne-s? Un peuple de réfugié-e-s, donc, mais le seul à s'être doté de services essentiels comme des écoles, des garderies, des hôpitaux. Le Croissant-Rouge palestinien est ni plus ni moins que leur ministère de la Santé et, dans une certaine mesure, leur ministère des Affaires sociales. C'est que, dans des camps de réfugié-e-s, il n'y a pas de boulot, alors il faut bien subvenir aux besoins fondamentaux des gens. Ceci dit, c'est une organisation quasi apolitique; en tout cas ce n'est pas l'OLP comme on le croit souvent. Lors des récents combats à Tripoli entre dissidents et loyalistes palestiniens, l'hôpital a continué à fonctionner. D'ailleurs, des Libanais-es ainsi que des Palestinien-ne-s sont alors allé-e-s voir les dirigeants de l'hôpital, puis ils ont rencontré les chefs dissidents et loyalistes pour leur dire: «Cet hôpital nous appartient, n'y touchez pas». C'est donc une entreprise essentiellement humanitaire qui n'accueille d'ailleurs pas seulement des Palestinien-ne-s, mais tous les gens qui en ont besoin – de bons services gratuits de santé étant excessivement rares dans les pays arabes.

Le financement provient en partie du Fonds national palestinien et en partie de dons de l'Organisation mondiale de la santé, de la Ligue des Croix-Rouges et des Croissants-Rouges et des Comités de solidarité à travers le monde. De toutes les institutions que les Palestinien-ne-s avaient réussi à établir à Beyrouth–des journaux, un syndicat, l'Association des écrivain-e-s, des professeur-e-s...–il ne reste plus que le Croissant-Rouge, établi aussi en Égypte, en Tunésie, en Algérie, au Yémen du nord, question de planifier un peu plus à long terme. Pour le reste, la nourriture, les vêtements, les garderies, les écoles, ce sont les femmes qui s'en occupent. C'est là leur force, leur façon de s'organiser. On me dira que c'est bien «traditionnel» mais il ne saurait en être autrement, question de survie. En plus, dans une telle situation de guerre, le viol et la torture des mères et des filles sont une tactique très éprouvée. C'est une arme psychologique, la meilleure façon «d'humilier le peuple».

Toujours les femmes

Puis il y a l'Union des femmes palestiniennes, quelque chose comme le Conseil du statut de la femme ici, mais avec un mandat beaucoup plus large. Non seulement il fait connaître le rôle et l'apport des femmes palestiniennes, mais il cherche à leur trouver des emplois, à pallier leurs problèmes de santé, d'éducation... un organisme qui rejoint donc la majorité des femmes. Et bien sûr, il fait connaître la cause palestinienne. De plus, les femmes qui y travaillent n'ont pas une idée stéréotypée du «Women's lib», comme elle est véhiculée par les médias occidentaux qui se rendent là-bas. (Il faut dire que les rapports entre Arabes et Occidentaux se trouvent très handicapés par la présence de ces médias.) Ces femmes savent donc qu'il ne s'agit pas seulement d'une liberté sexuelle mais d'une liberté fondamentale.

Il faut voir les femmes arabes, d'ailleurs, réagir au harcèlement sexuel sur la rue. Au Moyen-Orient, ça ne se passe pas de la même façon. Un homme peut se mettre à vous réciter des poèmes... Et pourtant, les femmes les envoient promener avec une incroyable virulence; c'est tout leur corps qui est sur la défensive... De telles réactions ne sont pas très fréquentes en Occident, même chez les féministes.

Bien sûr, ni la libération du peuple, ni la libération des femmes palestiniennes ne sont pour demain. Mais imaginez ce que serait le féminisme ici si nous vivions une guerre tous les cinq ans!»

Propos recueillis par
FRANCINE PELLETIER

1/ *L'équivalent de la Croix-Rouge dans les pays musulmans.*

2/ *Organisation de libération de la Palestine.*

aux femmes. C'est par elles qu'il faut commencer. Ensuite, nous sensibiliserons les délégués.»

Le test a été concluant, souligne-t-elle: depuis cette session, on a eu recours davantage aux griefs pour faire cesser des situations de harcèlement. Ainsi qu'aux plaintes à la Commission des droits et libertés de la personne. «Nous essayons de mieux nous outiller sur le plan légal, de mieux cerner les aspects juridiques de la question. Et nous attendons avec impatience les résultats d'une étude en cours à l'UQAM, sous la direction de Louise Doyon, professeure en sciences juridiques.»[2]

En attendant le jour où les travailleuses d'hôpitaux n'auront plus à répéter comme un leitmotiv «Bas les pattes, mon gars, je suis ici pour travailler», il y a beaucoup de travail en perspective: sensibiliser le milieu hospitalier; faire savoir haut et fort que l'exploitation du corps des travailleuses ne doit pas faire partie des conditions habituelles, «normales» de travail; porter le débat dans toutes les instances syndicales et forcer la réflexion de toutes et tous les syndiqué-e-s.

HÉLÈNE LÉVESQUE

1/ *L'histoire est authentique.*

2/ *Étude publiée sous peu.*

Vient de paraître

LE TEMPS DU DÉSIR

un roman qui sonde les multiples voies du désir.

«j'ai subi un choc de lecture, dès les premières pages, un choc qui m'a enfermé dans ce «TEMPS DU DÉSIR» jusqu'au bout.»

Régis Tremblay/Le Soleil

Hélène Fecteau a publié ses poèmes dans Liberté et dans les Écrits du Canada français.

LIBRE EXPRESSION